

Les uns annonçaient une main-mise pure et simple de l'Angleterre : d'autres une entreprise des Hellènes qui, une fois entrés dans la ville, y resteraient : d'autres enfin croyaient savoir qu'on allait déclarer Constantinople « ville internationale ». Au jugement des Français, comme à celui des Italiens, ces trois solutions étaient parfaitement équivalentes. Que l'Angleterre s'installât à Constantinople pour son compte, ou qu'elle y imposât l'installation de la Grèce, c'était tout un : car la Grèce, sans flotte et sans argent, ne pouvait jouer d'autre rôle que celui de lieutenant de l'Angleterre. Si enfin on internationalisait Constantinople, c'est encore l'Angleterre qui en devenait maîtresse, puisqu'elle disposait de la marine la plus puissante et était en mesure d'exercer à son profit le contrôle des Détroits.

En réalité, il n'y avait qu'une solution raisonnable à la question de Constantinople : elle consistait à ne la point soulever, à laisser aux Turcs leur capitale et au Sultan-Calife sa résidence traditionnelle, tout en assurant, par un contrôle international promptement organisé, la sécurité des Détroits, dont les Turcs avaient en 1914 été si mauvais gardiens. Mais voici qu'on parlait presque ouvertement d'une « solution brusquée ». Les puissances allaient-elles se trouver, un beau matin, en face du fait accompli ? Le coup de force du 16 mars 1920 allait-il être renouvelé en 1921, par les mêmes acteurs, et dans les mêmes conditions d'impossible résistance ? Cette menace, qui préoccupait les Français, ne pouvait laisser les Italiens impassibles : il ne leur convenait nullement que Constantinople, le port et les détroits devinssent, de droit ou de fait, la possession